



POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

L'industrie canadienne du porc presse le gouvernement de reprendre rapidement les pourparlers de libre-échange avec la Corée du Sud

Ottawa, Ont. [12 janvier 2011] Le Conseil canadien du porc (CCP), Canada Porc International (CPI) et le Conseil des viandes du Canada (CVC) demandent au gouvernement canadien de reprendre les pourparlers sur l'accord de libre-échange (ALE) avec la Corée, interrompus depuis 2008. Les États-Unis et la Corée du Sud ayant conclu récemment un accord commercial, l'industrie canadienne du porc craint que le fait de continuer à remettre à plus tard les négociations déjà entamées affecte gravement la compétitivité du secteur porcin comme celle des autres industries canadiennes qui exportent vers la Corée.

« La conclusion d'un accord commercial de libre-échange avec la Corée du Sud représente actuellement l'entente qui risque d'être la plus déterminante pour l'industrie canadienne du porc », signale le président du CCP, Jurgen Preugschas. « Nous appuyons entièrement les démarches du gouvernement visant à conclure un accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne et nous reconnaissons les possibilités à long terme pour le secteur porcin qui sont associées à cet accord. Toutefois, la stagnation des négociations sur le libre-échange avec la Corée a des conséquences notables sur notre part mondiale du marché. Selon une récente étude américaine, les avantages pour l'industrie porcine des États-Unis procurés par un accord de libre-échange avec la Corée sont de 10 \$ par porc. Le contexte canadien n'est peut-être pas le même, mais les retombées d'un accord semblable seraient cependant similaires. »

« Nos principaux concurrents ont conclu ou négocié des accords de libre-échange avec la Corée. On peut donc présumer que le commerce du porc entre le Canada et la Corée, évalué à 125 millions de dollars en 2009, pourrait totalement disparaître », affirme le président de CPI, Édouard Asnong. « Le Chili est devenu un partenaire majeur de la Corée depuis que les deux pays ont conclu un accord de libre-échange il y a quelques années; un accord avec l'UE entrera en vigueur le 1^{er} juillet 2011 et les États-Unis ont conclu une entente en décembre dernier qui devrait être approuvée prochainement par le Congrès américain. » Les exportations canadiennes de porc se ressentent déjà du fait

qu'il n'y a pas de perspective de libre-échange à l'horizon, car des alliances stratégiques se tissent entre les fournisseurs des pays ayant conclu de telles ententes.

« Si le Canada ne suit pas l'exemple des États-Unis et de l'Union européenne pour mettre en place des calendriers de réduction de tarifs, ajoute Brian Read, président du Conseil des viandes du Canada, les exportations canadiennes en subiront les conséquences négatives tout au long de la période de réduction tarifaire. Le Canada ne sera plus un fournisseur concurrentiel de la Corée du Sud pour la prochaine décennie en raison de ces écarts de tarifs. Il est donc crucial de reprendre les négociations et de conclure un accord de libre-échange le plus rapidement possible. »

Par ailleurs, selon Édouard Asnong, avec sa population de 50 millions d'habitants, et la valeur élevée des produits qui y sont vendus comme les socs et les flancs de porc réfrigérés, le marché coréen est suffisamment important pour que la perte de l'accès à ce marché ait un impact majeur sur les prix du porc au Canada ainsi que sur les emplois en agriculture et dans le secteur de la transformation. La Corée n'est pas un marché qui peut être remplacé du jour au lendemain et il deviendra impossible pour l'industrie canadienne du porc d'y maintenir le niveau de ses activités de longue date.

Le CCP représente l'ensemble des producteurs de porcs du Canada. Le Conseil est une fédération qui regroupe neuf associations provinciales du secteur porcin et dont les activités visent à assurer le dynamisme et la prospérité de l'industrie du porc au Canada.

Le Conseil des viandes du Canada représente l'industrie de transformation de la viande sous inspection fédérale depuis 1919. L'industrie de la transformation et du conditionnement des viandes est le secteur le plus important de la transformation alimentaire au pays avec 67 000 emplois et des ventes annuelles de plus de 21 milliards de dollars.

Canada Porc International est l'agence de développement des exportations de l'industrie canadienne du porc, issue d'un partenariat entre le Conseil canadien du porc et le Conseil des viandes du Canada.

-30-

Personnes-ressources :

Gary Stordy
Directeur des relations publiques
Conseil canadien du porc
613 236-9239, poste 277
stordy@cpc-ccp.com

Martin Lavoie
Vice-président, Accès aux marchés et développement du commerce (Asie,
Europe, Afrique)
Canada Porc International
450 857-0998

Alissa Clark
Directrice des communications
Conseil des viandes du Canada
613 729-3911, poste 31